



Développement local, mouvements sociaux et coopération de proximité : une lecture internationale

Mouvements sociaux et conjoncture internationale : 30 ans qui ont changé le monde (1980-2010)

par Louis Favreau, sociologue, Université du Québec, Québec, Canada¹

Dans une perspective internationale et de conjoncture longue, pour les mouvements sociaux qui naissent ou qui cherchent à se renouveler, il s'est passé beaucoup de choses dans les 30 dernières années lesquelles ont bouleversé le monde. En voici quelques-unes et non les moindres : la chute du mur de Berlin et l'implosion du communisme; la montée en puissance de la financiarisation du capitalisme; le retour des religions sur l'avant-scène de l'espace public mondial; une importante prise de conscience écologique et deux décennies sur trois d'échec du développement dans les pays du Sud simultanément à la montée dans les pays du Nord de la précarité du travail. Explorons ces grandes tendances, certaines plus politiques, d'autres plus économiques ou culturelles qui viennent modifier radicalement le monde dans lequel nous vivons maintenant mais aussi ce qui en découle pour les mouvements sociaux : un changement de paradigme dans la poursuite d'objectifs pour rendre le monde plus équitable, plus écologique et plus démocratique.

1. La fin des communismes²

La plupart des pays de la planète ont vécu l'influence souvent déterminante des communismes que ce soit dans l'Europe de l'après-guerre, en Europe de l'Ouest (avec de forts partis communistes en France, en Italie ou en Espagne par exemple) et en Europe de l'Est (l'ensemble des pays dirigés par des régimes communistes) ou en Amérique latine suite à la révolution cubaine ou dans la foulée de la décolonisation en Afrique avec plusieurs mouvements de libération nationale (Afrique du Sud, Angola...). Et évidemment en Asie avec le Vietnam et la Chine³.

En gros, le tiers de la population de la planète a été dirigé par des régimes communistes et un autre tiers, dans les pays démocratiques, interpellé de l'intérieur de leur société par de puissants partis communistes

¹ Texte de conférence, colloque international de l'Université Gaston-Berger à Saint-Louis (3 février 2011) dont l'intitulé était : *Développement local, Mouvements sociaux et coopération de proximité : Enjeux, pratiques, défis et perspectives.*

² Communismes parce que les idées et les pratiques ont été assez différentes selon qu'il s'est agi du communisme de l'URSS, celui de la Chine ou de Cuba ou du Vietnam. Ou encore de partis communistes occidentaux comme celui de l'Italie bien différent de celui de l'Espagne ou de la France.

nationaux, tous dans la mouvance de l'URSS. La chute du mur de Berlin en 1989 marquera un tournant décisif, la fin des communismes : d'abord la fin de la plus grande partie des régimes communistes (Europe de l'Est) et la séparation au sein des régimes communistes des pays du Sud comme le Vietnam, la Chine ou Cuba du politique (le monopole du parti sur l'État) et de l'économie qui devient de plus en plus une économie capitaliste (en Russie, un capitalisme sauvage; en Chine, une économie capitaliste ouverte aux multinationales européennes et américaines).

Mais le résultat le plus net à l'échelle de la planète, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, sera sans doute **la fin d'un rêve** qui avait marqué des générations comme celle de la Résistance française (Alphandéry, 2011) ou de la résistance au franquisme en Espagne par exemple (Semprun, 1978) ou celui de militants et dirigeants de mouvements de libération nationale dans les pays du Sud (Mandela et l'influence de la révolution cubaine sur son parti, l'*African National Congress* ANC). Ces générations-là ont cru qu'il y avait un véritable projet de société alternatif à celui du capitalisme. **C'était une utopie-modèle** (Rosanvallon, 2010). Et 20 ans après la chute du mur de Berlin, le communisme n'est plus qu'un épisode politique marquant de l'histoire du 20^e siècle. **Il a cessé de faire rêver**. Il n'est plus porteur de l'ambition de changer le monde. Il a échoué à le faire. Et il a beaucoup fait réfléchir sur les idées communistes qui n'accordaient aucune place à la démocratie dans leur conception de la société et sur les régimes communistes comme régimes autoritaires, voire comme totalitarismes (Harendt, 1951). Figure de proue : Staline. Bref la désillusion que certains avaient vue bien avant 1989 est désormais consacrée et généralisée suite à la chute du dit mur de Berlin.

La fin des communismes, c'est aussi la fin d'un monde bipolaire et le triomphe du marché, les coudées franches pour un capitalisme boursier et financier qui peut désormais se déployer sur l'ensemble de la planète. Le monde devient multipolaire, interconnecté et plus volatil. Nous y reviendrons mais retenons pour le moment qu'au sein des mouvements sociaux, nombre de dirigeants ont longtemps placé dans le communisme leur espoir d'un socialisme où règne justice sociale et démocratie. Ils sont devenus orphelins de modèles. Les générations qui les ont suivi sont devenues, elles, très allergiques aux dépendances à l'égard de partis politiques qui se veulent des avant-gardes éclairées.

C'est le Forum social mondial qui témoigne le plus explicitement de certaines conclusions que l'ont peu tirer de cette période : les avancées, dans quelque domaine que ce soit, seront démocratiques ou ne seront pas; l'action collective sera non-violente; elle seront faite dans le respect du pluralisme et dans le respect,

³ Oublions pour les fins de ce court texte les deux caricatures de despotisme que sont ou ont été la Corée du Nord et le Cambodge.

par les partis politiques, de l'autonomie politique des mouvements qui se refusent à être considérés comme de simples courroies de transmission de ces partis. La charte des principes et des orientations du Forum social mondial est très explicite à cet égard (Whitaker, 2006). La Confédération syndicale internationale (CSI) fondée en 2006 témoigne aussi de la fin de cette époque puisque les trois divisions antérieures (chrétienne, social-démocrate et communiste) sont tombées et qu'il est devenu finalement possible de créer une seule centrale syndicale à l'échelle internationale (Favreau et alii, 2010).

2. Le retour des religions et surtout des fondamentalismes religieux

Soyons clair! Le retour des religions dont il est question, c'est surtout le retour des fondamentalismes religieux : d'abord celui des *Born again christians* aux Etats-Unis (70 millions de fidèles) qui essaient sur toute la planète, tout particulièrement dans un certain nombre de pays du Sud, notamment en Amérique latine. Si l'Europe s'est grandement sécularisée, il en va autrement quand on examine le tout à l'échelle mondiale. «La planète religieuse s'est mondialisée» nous dit Olivier Mongin, directeur de rédaction à la revue *Esprit*. En d'autres termes, la mondialisation n'est pas qu'économique, politique ou sociale. Elle est aussi religieuse. Ce qui est généralement sous-estimée, voire ignorée alors que sa signification politique n'est pas, loin de là, marginale.

On assiste en effet depuis deux décennies à un sérieux retour des choses : 1) d'abord à un essor marqué de l'évangélisme protestant dans les pays du Sud à partir de son foyer principal les Etats-Unis d'une part; 2) ensuite, à la montée d'un islamisme radical sur l'avant-scène publique internationale; c) et finalement à la relance au sein de l'Église catholique d'un courant conservateur. Commun dénominateur : le combat contre l'ouverture au monde, le refus de la liberté religieuse et du dialogue avec les autres religions et donc le refus en bloc de la laïcité, de l'oecuménisme, de la liberté de conscience et des droits de la personne. En 2050, le christianisme (surtout protestant) sera la religion des trois quarts de l'humanité et son centre de gravité se sera déplacé des pays du Nord vers les pays du Sud (Chelini-Pont, 2007). L'évangélisme protestant est d'autant plus marquant qu'il est le courant religieux sans doute le plus adapté à la mondialisation en cours avec ses réseaux transnationaux, ses moyens de communication de masse : une télévision qui diffuse de par le monde, des universités, des postes de radio et des ONG comme *Vision mondiale*, ONG pentecôtiste présente dans 100 pays.

Eglises pentecôtistes aux É.U et dans les pays du Sud

Vision mondiale bénéficie du soutien des évangéliques américains en disposant d'un budget annuel de plus d'un milliard et demi de dollars pour des projets dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'aide humanitaire en général avec 22,000 employés actifs dans 100 pays. Pratique principale : un militantisme caritatif qui fait fi du principe de la neutralité religieuse. Source : Nicolas Masson, «La dimension géopolitique des fondamentalismes» dans la revue *Esprit*, mars-avril 2007, p. 219-220.

Caractéristiques centrales de ce type de courants : un conservatisme moral, social et politique; une pratique d'assistantat dans les pays du Sud (sous couvert d'un discours de développement des communautés); le non-respect du principe de la neutralité religieuse; et un militantisme associatif de type caritatif. Tels sont les éléments centraux au cœur des choix de ces courants religieux. Nous prenons ici à témoin le christianisme et ses différentes variantes mais une étude de l'Islam, de ses différents courants, de ses confréries religieuses et de ses ONG serait tout aussi instructif sur la contribution ou non de la religion au développement de la démocratie et de la justice économique et sociale dans le monde (Diagne, 2008). On peut penser ici au fondamentalisme wahhabiste de l'Arabie saoudite ou du Pakistan ou au fondamentalisme islamique de la «révolution iranienne» des Ayatollahs (1979). Conclusion : si la religion peut être un facteur de progrès social (théologie de la libération et communautés de base liées au catholicisme progressiste dans la mouvance du Concile Vatican II au début des années 60 en Amérique latine par exemple), elle peut aussi au contraire être un frein.

Ce qui veut dire que des mouvements sociaux peuvent désormais être traversés par des courants religieux conservateurs (cas du mouvement associatif américain; cas d'ONG confessionnelles et caritatives...). Ce qui veut dire aussi que la laïcité est redevenue un enjeu politique dans des sociétés comme la nôtre tout comme dans des démocraties du Sud comme le Sénégal par exemple.

3. La montée en puissance de la financiarisation du capitalisme et la crise de 2008

On a vécu «trente années glorieuses» entre 1945 et 1975. Le *New Deal*, bâti au fil de plusieurs décennies du XXe siècle, exprime bien cette réalité : un compromis historique issu d'une longue lutte sociale entre le capitalisme et le mouvement ouvrier dans les pays du Nord là où la révolution industrielle a démarré. Ce qui a introduit deux choses qui vont transformer substantiellement le capitalisme d'un certain nombre de pays : 1) la reconnaissance du rôle de l'État comme dispositif majeur chargé d'assurer des protections sociales, protections auxquelles les entreprises devront participer (assurances collectives, fonds de retraite...); 2) la reconnaissance des syndicats comme représentants des travailleurs et la négociation de contrats de travail qui introduisent dans les entreprises un minimum de droits.

Mais, grosso modo, depuis trente ans, de 1980 à aujourd'hui, nous vivons trois décennies bien différentes du capitalisme à l'échelle internationale. Suite à la chute du mur de Berlin en 1989, le capitalisme a pu se déployer avec beaucoup moins de contrôle et de réglementation à l'échelle de presque tous les pays du monde, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud. Ensuite, l'autre élément qui lui est concomitant: les finances se sont emparées des postes de commande de l'économie, provoquant ainsi peu à peu la dictature des grands actionnaires et des intérêts à court terme de ceux-ci, la spéculation boursière, etc. Ces

grands actionnaires ont peu à peu prévalu sur les dirigeants d'entreprises des générations antérieures (des développeurs) qui avaient fini par accepter, dans le cadre du *New Deal*, le développement de leurs entreprises avec un autre acteur majeur, le syndicalisme et le rôle actif de l'État au plan social pour l'ensemble de la société : développement des investissements sur le long terme, stabilité de la main d'œuvre et stabilité des relations de travail syndicales/patronales, acceptation de mesures de protection sociale (législation du travail, politique d'assurance-emploi...).

Avec les années 80-90, nous sommes arrivés, sans trop bien nous en rendre compte, à un nouveau moment historique du capitalisme : celui d'un capitalisme financier et boursier (Biasutti et Braquet, 2010; Gadrey, 2010) inscrit dans une interdépendance économique qui a levé de plusieurs crans à l'échelle de toute la planète (la mondialisation néolibérale) et par une tendance sans précédent aux délocalisations. De telle sorte que la crise financière de 2008 aux États-Unis aura provoqué la mise au chômage de 20 millions de personnes (sans compter les faillites personnelles liées à la fuite en avant immobilière) dans ce pays et 220 millions d'emplois perdus dans le reste du monde⁴. Ainsi Radio-Canada raconte, dans sa série documentaire *Krach, les dessous de la crise économique mondiale* (2011), que le 13 octobre 2008, à peine un mois après la faillite d'une importante banque US, la *Lehman Brothers*, le gouvernement américain convoque les présidents des neuf plus grandes banques américaines au Département du Trésor pour annoncer que l'État fédéral allait mettre sur le marché 250 milliards de dollars pour les soutenir. C'est ainsi que «le plus gros chèque d'aide sociale de l'histoire a été émis pour Wall Street» de commenter un journaliste économique en entrevue à l'émission de la télévision canadienne⁵. L'arnaque des banques et des agences de notation sur les États et sur les finances publiques, et, en bout de ligne sur les emplois et les salaires des travailleurs, de même que la faiblesse de ces États à imposer de nouvelles règles du jeu caractérisent la période actuelle. Effet majeur : c'est de cette arnaque qu'a découlé les millions d'emplois perdus dans le monde.

Ce qui signifie que les mouvements sociaux doivent tirer quelques leçons générales de la phase actuelle du capitalisme : 1) le remettre en question dans sa globalité, le repenser, le dépasser; 2) rechercher des alternatives viables, crédibles, durables au capitalisme et trouver des pistes de sortie de crise comme celui de miser sur un secteur non-capitaliste d'entreprises sous contrôle démocratique (notamment un secteur coopératif et d'économie solidaire) en osant **retirer des territoires d'expansion et de profits à des**

⁴ Seulement dans une région de la Chine où florissait l'industrie textile, 15 millions d'emplois ont été perdus fin 2008, par défaut de carnets de commande qui se sont vidés en quelques mois seulement (Radio-Canada, *Krach, les dessous de la crise économique mondiale*, 2011), les entreprises ayant fait ces commandes n'ayant plus la liquidité pour payer ce qu'il devait, encore moins pour en placer de nouvelles.

multinationales dont la seule préoccupation est le profit maximum (Favreau et alii, 2010).

La prise de conscience écologique

Nous traversons, nous dit l'économiste Jean Gadrey dans son dernier livre, «la première crise socio-écologique du capitalisme financier et boursier, la première où la raréfaction des ressources et les dégâts écologiques ont eu une influence sur le plongeon économique» (Gadrey, 2010 : 152). Écologiquement parlant, la planète est en état de survie. Parmi les risques environnementaux d'envergure planétaire mentionnons le **réchauffement accéléré de la planète** dû à la consommation élevée d'énergies fossiles; la **menace qui pèse sur la biodiversité** due au modèle de développement qui ne prend pas en compte l'équilibre des écosystèmes et, finalement, les diverses formes de **pollution**. La transformation écologique de l'économie est un enjeu tout à la fois local et mondial.

On ne peut se satisfaire d'un trop court diagnostic qui considère la crise comme étant seulement financière (le crédit débridé) et économique (déstabilisation des entreprises, montée du travail précaire et chute de l'emploi). Il faut pousser plus loin et considérer que la crise est globale sans être totale (puisque certains pays s'en tirent nettement mieux que la majorité) : économique à coup sûr, sociale par la montée des inégalités mais aussi, et **à la même hauteur**, écologique (alimentaire, énergétique et climatique) (Lipietz, 2009 ; Kempf, 2008). Crise de l'emploi et crise du climat vont aujourd'hui de pair. Il y a de petites crises et de grandes crises. Celle-ci est une grande crise parce qu'à la crise de l'emploi s'est superposée la question écologique avec ce qu'elle induit de crises alimentaires à répétition, de crises énergétiques récurrentes (prix du pétrole) et de crise du climat (réchauffement climatique) laquelle devient chaque année de plus en plus tangible (inondations, sécheresses...).

Gaz de schiste : son extraction à l'échelle internationale pourrait s'avérer une grave source de pollution

«Les gaz de schiste sont au gaz ce que les sables bitumineux canadiens sont au pétrole : de nouvelles ressources en quantités énormes mais dont l'extraction présente un lourd enjeu environnemental» affirme le journal Le Monde dans son bilan Planète de 2010. Ces ressources représentent cinq fois plus que le gaz conventionnel. L'Agence internationale de l'énergie estime qu'un tiers se trouve en Asie-Pacifique (Chine, Asie centrale, Australie...) et un quart en Amérique du Nord. Cette ruée gagne aussi l'Europe...Les gaz de schiste vont sans nul doute faire l'objet dans les années qui viennent d'une compétition sans merci de conclure le journal.

Source : extraits de B. D'Armagnac et J-M Bézar, *Le Monde*, Bilan Planète 2010, p. 76.

La planète est engagée dans une crise écologique telle que l'urgence est à la porte et l'interdépendance des nations, des populations, des mouvements s'est, du coup, haussée de plusieurs crans surtout au Sud. La

⁵ Cette série de quatre émissions, accessible sur internet, est de grande qualité à tous les points de vue. Voir à la fin la bibliographie.

rencontre de Copenhague fin 2009 a marqué les esprits par l'échec des gouvernements et des institutions internationales à répondre à cette urgence.

Conclusion politique à ce propos : l'urgence écologique est une proposition centrale pour tous les mouvements sociaux comme pour tous les partis politiques dignes de ce nom. Il leur faut ouvrir de nouveaux chantiers relativement inédits simultanément à celui d'une économie coopérative et solidaire : 1) celui de l'énergie et du climat. Par exemple, en Europe, forcer le basculement vers le transport en commun ferait 8 millions d'emplois (contre 4.5 millions de perte d'emplois dans la production du transport individuel par automobile) si les pays d'Europe remplissaient leurs objectifs de réduire de 30% leurs émissions de CO₂; 2) celui de l'agriculture-alimentation. Imaginons par exemple qu'on persuade tous les établissements scolaires (écoles, collèges, universités) de passer progressivement à l'agriculture de proximité (sans intrants chimiques) dans le cadre d'une transition sur 5 ans.

Deux décennies sur trois perdues pour le développement du Sud et montée de la précarité au Nord

Le Sud, avec l'arrivée des années 80 est en mal de développement. Les gouvernements de ces pays sont endettés. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international sous tutelle des grands pays du Nord ont beau jeu de leur imposer leur «tout au marché» avec des programmes d'ajustement structurel qui laminent littéralement le peu de protection sociale qu'ils avaient déjà (éducation, santé, services sociaux). Cas particulièrement patent de nombreux pays africains. Perte de services publics d'intérêt général d'une part mais aussi mis au rancart de toute idée de politiques agricoles favorisant un développement endogène. C'est le tout à l'exportation et donc l'approfondissement d'un développement extraverti (Ndiaye, 2009; Favreau, Ndiaye et Ortiz, 2008; Favreau et Fall, 2007). L'année 2000 change la donne avec l'entrée en scène des Objectifs de lutte contre la pauvreté des Nations unies. Souffle de changement sans toutefois toucher aux structures des inégalités derrière cette pauvreté. Exemple parmi d'autres, les paysans maliens producteurs de coton s'appauvrissent. D'autre part, on assiste à la présence croissante de pays émergents du Sud (Brésil, Inde, Chine) dans d'autres pays du Sud, notamment en sol africain. Résultat : la concurrence avec les produits des économies locales est posée comme enjeu de même que celui du contrôle des richesses naturelles.

Au Nord, le monde du travail est en mutation. La précarité est à la hausse pour cause notamment de délocalisations vers d'autres pays où la main d'œuvre est moins chère. L'expression même de ce phénomène, c'est la multinationale Wal-Mart, dont tous les commerces (6000 magasins, 144 millions de clients), à quelques exceptions, dans les 100 pays où elle est présente ne sont pas syndiqués, leurs salaires sont relativement bas et leurs coûts de production sont peu élevés parce que cette multinationale bénéficie d'une main-d'oeuvre à très bon marché là où elle décide de s'installer.

Révéléateur de la crise de 2008: les grandes forteresses ouvrières de jadis, celles des années 50 et 60, dans l'industrie de la métallurgie, de l'automobile et du papier notamment, dont la fragilité était bien présente depuis les années 80-90, tombent les unes après les autres. Grâce au New Deal, ces grandes entreprises assuraient une sécurité d'emploi. Tout cela déclinait déjà dangereusement mais la bulle immobilière aux États-Unis, avec l'élastique du crédit qui s'était étiré au maximum, a fini par se rompre. Le corollaire de tout cela en a été que le mouvement syndical s'est sérieusement affaibli.

Que conclure dans ce registre sinon que l'impératif de la solidarité internationale pour les mouvements sociaux doit se renouveler, parce qu'on ne peut plus penser les réponses à la crise dans un contexte uniquement national. Et la coopération Nord-Sud doit repartir sur d'autres bases comme nous l'avons analysé dans les dernières années (Favreau et alii, 2010 ; Favreau et alii 2008).

Le FSM, un espoir réinventé

Il y a d'autres tendances à examiner : l'irruption des nouvelles technologies des communications et des réseaux numériques et bien d'autres choses dont le grand réveil de la Chine et de quelques autres pays émergents au Sud tels, avec la Chine, le Brésil, l'Inde, Afrique du Sud. Ce texte ne prétend pas à l'exhaustivité mais vise à démontrer la nécessité de changer de paradigme et de s'ouvrir à d'autres repères dans nos ambitions de changer le monde en étant tous particulièrement attentifs à la dimension internationale de notre action collective et à l'émergence depuis 10 ans d'un mouvement citoyen international dont le FSM est le digne représentant.

Convenons d'une chose : le FSM, malgré ce que certains peuvent en dire, n'est pas un repère de «révolutionnaires» ayant une vision enfiévrée du changement social (même si ces derniers sont présents). Le FSM est surtout un espace de délibération planétaire pour toutes les personnes et organisations qui se considèrent (explicitement ou pas) partie prenante de la **gauche démocratique** au sens où l'entendent les politologues Noël et Thérien c'est-à-dire des personnes qui allient **action collective** (de différentes natures et dans des créneaux couvrant différents aspects de la vie en société) avec une **analyse critique** de la mondialisation néolibérale dans une perspective d'**égalité** et de **solidarité internationale** entre les peuples dans un contexte où l'après-capitalisme n'a pas encore véritablement dessiné ses contours. «Nous sommes encore dans une phase de recherche» nous dit Chico Whitaker, membre brésilien du Conseil international du FSM.

Phase exploratoire certes! Mais le FSM est un espoir réinventé. Et nous savons à tout le moins qu'une «gauche démocratique» signifie d'entrée de jeu : 1) que le changement dont il est question - quand on parle de «pistes de sortie du capitalisme» ou de «mondialisation équitable, écologique et solidaire» - est,

sera et devra être *démocratique* et non commandée par une quelconque avant-garde éclairée; 2) d'autre part, l'expression «gauche» nous indique, en fond de scène, l'existence d'un conflit sur *l'égalité* entre une gauche d'un côté et une droite de l'autre. Bref, un **clivage de valeurs**. Noël et Thérien démontrent bien qu'il s'agit d'un débat qui est international et qu'il traverse, bien que ce ne soit pas une évidence, la plupart des pays et des institutions internationales. Un «débat sans frontières» pour paraphraser le titre de leur ouvrage (2010).

Bibliographie

- Alphandéry, C. (2011), *Une si vive résistance*, Éditions Rue de l'Échiquier, Paris.
- Arendt, Hannah (1982 et 1972), *Les Origines du totalitarisme*, Seuil, Paris (en anglais, 1951).
- Biasutti, J.-P. et L. Braquet (2010), *Comprendre le capitalisme*, Bréal, Monts.
- Chelini-Pont, (2007), «Le réenchâtement discret des mondialisations religieuses» dans Schlegel, J.-L. (dir.), *Effervescences religieuses dans le monde*. Revue *Esprit*, mars-avril 2007, Paris, p. 161 à 168.
- Diagne, Mountaga (2008). *Décentralisation et participation politique en Afrique : le rôle des confréries religieuses dans la gouvernance locale au Sénégal*. Cahier de l'ARUC-ISDC, no 18, UQO, Québec.
- Favreau L., L. Fréchette et R. Lachapelle (2008). *Coopération Nord-Sud et développement, le défi de la réciprocité*, PUQ, Québec.
- Favreau, L., S. Ndiaye et H. Ortiz (2008), *L'État social au Nord et au Sud : le défi de la prochaine décennie*. Disponible sur mon blogue (article paru dans le journal *Le Devoir*) : <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article10>
- Favreau L., L. Fréchette et R. Lachapelle (2010). *Mouvements sociaux, démocratie et développement : le défi d'une mondialisation solidaire*, PUQ, Québec.
- Favreau, L. et A.S. Fall (2007). *L'Afrique qui se refait*. Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy, Québec.
- Gadrey, J. (2010), *Adieu à la croissance, bien vivre dans un monde solidaire*, Éd. Alternatives économiques et Les petits matins, Paris.
- Kempf, H.(2008), *Sauvez la planète, sortez du capitalisme*, Seuil, Paris.
- Lipietz, A. (2009), *Face à la crise : l'urgence écologiste*, Ed. Textuel, Paris.
- Masson, N. (2007), «Une dimension géopolitique des fondamentalismes. Le cas des ONG confessionnelles dans Schlegel, J.-L. (dir.), *Effervescences religieuses dans le monde*. Revue *Esprit*, mars-avril 2007, Paris, p. 219 à 221.
- Ndiaye, S. (2009), *Itinéraire et innovations sociales en milieu associatif en Afrique de l'Ouest : l'expérience du Sénégal*, ARUC-ISDC/CRDC, UQO, Gatineau.
- Noël, A. et J.-P. Thérien (2010), *La gauche et la droite, un débat sans frontières*. Presses de l'Université de Montréal, Montréal.
- Rosanvallon, P. (2010), «Une autre forme d'utopie», *Alternatives économiques*, numéro 295, octobre 2010, p. 67.
- Semprun, J. (1979), *Autobiographie de Federico Sanchez*, Seuil, Paris.
- Whitaker, C. (2006) : *Changer le monde - Nouveau mode d'emploi*, Paris, Éditions de l'Atelier.

Documentation sur internet

Blogue de Louis Favreau : <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/>

Radio-Canada (2011), *Krach, les dessous de la crise économique mondiale.*

Série documentaire de quatre émissions : disponibles sur internet

<http://www.radio-canada.ca/emissions/krach/2011/>

Épisode 1 - Les architectes de la ruine

La série nous transporte dans les coulisses de la finance mondiale où un redoutable mélange d'excès, de négligence et de criminalité a infecté le système financier et semé les germes de la catastrophe à venir.

Épisode 2 - Le tsunami qui a balayé le monde

À New York, la faillite de la banque Lehman Brothers provoque une panique sans précédent dans les milieux politiques et financiers. Derrière les portes closes, les dirigeants de la planète tentent de sauver l'économie mondiale et de contenir la contagion.

Épisode 3 - Le prix à payer

Les effets du krach se font sentir. Au Canada, des entreprises et des usines ferment leurs portes. En France, des employés kidnappent leurs patrons. Aux États-Unis, des milliers de familles sont jetées à la rue. En Islande, le gouvernement tombe. Partout, la colère gronde.

Épisode 4 - Des lendemains amers

L'indignation de la population mène à la création de nombreuses commissions d'enquête, afin d'identifier les responsables du krach. Les dirigeants politiques tentent de réinventer le capitalisme. Le monde se relève à peine, mais on s'inquiète déjà de la prochaine crise...

